

**CONVENTION RELATIVE AU RENFORCEMENT DES RELATIONS ENTRE LES
MAIRIES ET LE PARQUET D'ALENCON
MISE EN OEUVRE DU RAPPEL A L'ORDRE POUR LES PERSONNES MINEURES**

Entre, **Laëtitia MIRANDE**, procureur de la République près le Tribunal judiciaire d'Alençon
d'une part,

et

Monsieur Yves GOUASDOUÉ, maire de la commune de FLERS

d'autre part,

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance,

Vu la circulaire n°NOR JUST2034764C du 15 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de la justice de proximité

Vu la circulaire n°NOR JUSD2025423C du 01 octobre 2020 de politique pénale générale

Vu la circulaire n°NOR JUSD2007275C du 29 juin 2020 relative à la présentation des dispositions des articles 42, 59 et 72 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Vu la circulaire n°NOR JUSD1931746C du 6 novembre 2019 relative au traitement judiciaire des infractions commises à l'encontre des personnes investies d'un mandat électif et au renforcement des échanges d'informations entre les élus locaux et les procureurs de la République

Vu la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020 – 2024¹

Vu le code de procédure pénale, notamment les articles 39-1, 40-2, 41-1 et 44-1² du code de procédure pénale,

Vu l'article L.132-3 du code de la sécurité intérieure³

Vu l'article L.132-7 du code de la sécurité intérieure⁴

¹Rappel à l'ordre

²Rappel à l'ordre (art. 39-1 CPP); échange d'information (art.40-2 CPP); classement sous condition (art. 41-1 CPP) et transaction municipale (art. 44-1 CPP)

³Échange d'information

⁴Rappel à l'ordre

Article 1er – Objet du protocole

Ce protocole vise à développer les relations partenariales entre le parquet d'Alençon et les maires des communes du ressort du Tribunal judiciaire d'Alençon dans le cadre du renforcement de la justice de proximité.

Dans cette perspective, les élus locaux sont amenés à mettre en œuvre des alternatives aux poursuites relevant de leur compétence et développées aux articles suivants.

Les élus locaux ont donc désormais la possibilité d'apporter une réponse adaptée au contentieux relevant de leur compétence.

Article 2 – Les alternatives aux poursuites proposées par les élus locaux

La procédure de rappel à l'ordre pourra être engagée par les élus locaux, sous le contrôle et avec l'accord du procureur de la République.

Pour ce faire, il sera nécessaire de prendre attache avec le parquet, en la personne du juriste assistant, afin de déterminer l'opportunité de la mise en œuvre du rappel à l'ordre.

De plus, il conviendra de rechercher si une procédure pénale n'est pas déjà engagée concernant les faits présentés. Cette vérification est effectuée par le juriste assistant et un retour à la mairie est effectué dans un délai d'une semaine.

Article 3 – Le rappel à l'ordre : principe

L'article L.132-7 du Code de la sécurité intérieure dispose que :

« Lorsque des faits sont susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité ou à la salubrité publiques, le maire ou son représentant désigné dans les conditions prévues à l'article L.2122-18 peut procéder verbalement à l'endroit de leur auteur au rappel des dispositions qui s'imposent à celui-ci pour se conformer à l'ordre et à la tranquillité publics, le cas échéant en le convoquant en mairie.

Le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur. »

La procédure de rappel à l'ordre n'est applicable qu'**aux contraventions commises sur le territoire de la commune par des personnes mineures et susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité ou à la salubrité publiques.**

Article 4 – Champ d'application

Les infractions suivantes, sans être limitatives, peuvent donner lieu à un rappel à l'ordre :

- Les atteintes aux personnes relevant des contraventions des quatre premières classes prévues et réprimées par les articles R.621-1 à R.623-4 et R.24-2 à 624-7 du Code pénal :

→ Diffamation non publique, injure non publique précédée de provocation, divagation d'animal susceptible de présenter un danger pour les personnes, menaces de violences contre une personne, bruits ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité d'autrui, etc.

- Les atteintes aux biens relevant des contraventions prévues et réprimées par les articles R.632-1 à R.635-8 du Code pénal.

→ Menaces de commettre une dégradation n'entraînant qu'un dommage léger, l'abandon d'ordures, les menaces de dégradations ne présentant pas un danger pour les personnes, les dégradations légères, etc.

- L'entrave à la libre circulation sur la voie publique prévue et réprimée par l'article R.644-2 du Code pénal.

- Les atteintes au domaine public routier communal affecté aux besoins de la circulation terrestre relevant des contraventions de cinquième classe prévues par l'article R.116-2 du Code de la voirie routière

→ Empiètement sur le domaine public ou accomplissement d'un acte de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine, vol de matériaux entreposés sur le domaine public routier pour les besoins de la voirie, occupation du domaine pour effectuer des dépôts sans autorisation, écoulement de substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publiques, etc.

- Les contraventions aux arrêtés municipaux

- Les cas d'absentéisme scolaire

- La présence constatée de mineurs non accompagnés dans les lieux publics à des heures tardives.

Les faits susceptibles d'être qualifiés de crimes ou de délits devront être dénoncés par le maire au Procureur de la République territorialement compétent, conformément à l'article 40 du Code de procédure pénale. Ils sont exclus de la procédure de rappel à l'ordre.

Les faits ayant donné lieu à une enquête ou une plainte déposée dans un commissariat de police, une brigade de gendarmerie ou auprès de l'autorité judiciaire sont également exclus.

Le maire ou l' élu désigné devra donc prendre attache en amont de la procédure envisagée avec le parquet d'Alençon, en la personne de la juriste assistante, tel qu'énoncé à l'article 1 de la présente convention.

Enfin, les contraventions de 5ème classe commises contre les personnes, prévues et réprimées par les articles R.625-1 à R.625-13 du Code pénal n'entrent pas dans le champ d'application du présent protocole.

Article 5 – Personnes concernées

La présente convention est applicable aux mineurs ayant commis une ou plusieurs contraventions sur le territoire de la commune de FLERS, le Tribunal judiciaire d'Alençon disposant d'une compétence exclusive concernant les mineurs sur le département de l'Orne.

Les représentants légaux devront être obligatoirement convoqués lors de la mise en œuvre de la mesure.

Article 6 – Procédure

La procédure de rappel à l'ordre suppose que l'auteur des faits ait été identifié.

Le maire devra donc s'assurer, par des moyens propres, de la connaissance de l'identité de l'auteur

et de son implication dans l'infraction relevée à son encontre.

L'auteur étant mineur, il est nécessaire de convoquer ses parents, représentants légaux ou à défaut, une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur.

Le rappel à l'ordre devra être effectué par le maire ou un représentant désigné, soit un adjoint au maire ou à défaut, un membre du conseil municipal (article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales).

Le rappel à l'ordre est uniquement verbal. Aucun courrier contenant un rappel à l'ordre ne pourra être envoyé à la personne mise en cause.

Le maire ou l' élu désigné est libre dans le contenu du rappel à l'ordre. Il conviendra cependant de faire référence à la norme textuelle transgressée et évoquer les peines encourues en cas de poursuites devant une juridiction pénale.

Le rappel à l'ordre devra s'effectuer en mairie afin de conférer à cette alternative une certaine solennité.

La maire ou l' élu désigné utilisera la trame « Rappel à l'ordre » (annexe n°1), qu'il devra faire signer au mineur qui fait l'objet de la mesure, ainsi que par lui-même.

La trame devra ensuite être envoyée à l'adresse chargedemission.parquet.tj-alencon@justice.fr.

Article 7 – Suivi et bilan du dispositif

Un bilan sera établi une fois par an par les parties signataires dans le cadre d'une réunion.

Des réunions intermédiaires pourront avoir lieu à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 8 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Avant son terme, la convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une des parties contractantes sous réserve d'un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie, leur exposant les motifs.

Convention établie à Le

Laëtitia MIRANDE
Procureur de la République

Yves GOASDOUÉ
Maire de FLERS